



NUMÉRO 06

nouvelle série

Spécial confi 26 mars 2020

ÉDITORIAL

2020, première crise majeure de la mondialisation

« Que se passe-t-il, j'n'y comprends rien, y'avait une ville et y a plus rien, (...) une ville qui battait comme un cœur prodigieux... » (Claude Nougaro, 1959).

Nous voici passés de la fureur de la globalisation capitaliste au silence de la rue et des ateliers, de l'urgence du gagner à l'angoisse de l'être, de la condition humaine : assurer la survie de tous, objectif dont dépend la possibilité de la société.

Quand la consigne se limite à « *rester chez soi* », avec l'injonction implicite de rester...coi, il est bien difficile de prendre la mesure exacte de ce qui se passe. **Le gouvernement** balance force coups de chapeau à ceux qu'il refusait d'entendre hier, encourageant le passage de la grève par procuration à la solidarité par acclamation de 20 heures ! Sourd aux demandes des acteurs (voir extraits de l'intervention de Philippe Martinez), il **se concentre sur la sortie de crise**, espérant prendre un avantage relatif sur les concurrents, par la capacité de résilience de la société française constatée en 2008, et qu'il s'efforçait jusque-là de réduire !

Il n'est pas seul ; plutôt que de revoir **la question de la dette** pour rendre à la politique sa capacité d'agir, les banques centrales trouvent des milliards illimités pour la racheter. Demain serait dès lors comme hier et pire encore, on le sait depuis 2008..

C'est donc, une fois de plus, **aux travailleurs de prendre leurs responsabilités**, par leur travail et leur exigence de solidarité, maintenant et plus tard. D'autant que la victoire sur la maladie n'arrachera pas les racines de la crise.

Ce qui se passe n'est pas une simple pandémie comme les plus récentes (H1N1, Ebola etc.), même si le SIDA avait à la fin du XXe siècle bousculé profondément les façons de vivre, d'aimer et de

penser – exemple à méditer. Il s'agit bien cette fois d'une de ces **crises globales**, où l'un des facteurs précipite l'ensemble : le fondement du système, c'est l'accélération des flux de capitaux, d'informations, de marchandises et de personnes...et tout est confiné !

Ce n'est pas arrivé d'un coup : déjà la crise des « *subprime* » associait en 2008 l'exploitation de la misère et l'irresponsabilité capitaliste ; déjà la folie des murs dressés contre les migrants surgissait du risque écologique, du contrôle de l'énergie par la guerre, de la recherche effrénée du travail pas cher par la délocalisation là et la destruction des acquis sociaux ici. Déjà l'exigence du capital venait de livrer une majorité d'états à des régimes autoritaires et xénophobes, en s'appuyant sur le mécontentement de couches sociales... qui étaient ses propres victimes ! Déjà la contraction de l'UE était entamée.

Nous serions de piètres historiens si nous nous contentions de ce constat. Quand le vent de sable efface les références des chemins embrouillés, il faut s'asseoir sous la tente et faire le thé !

Il ne suffira pas pour sortir du blocage que s'affirment ce qu'on pourrait appeler « **l'indispensabilité** » de la **classe travailleuse** et la nécessité de lui rendre les dignités qu'on lui contestait il y a quelques jours – et d'ailleurs, ce pays en est plus ou moins bloqué depuis des mois !

Avec infiniment de modestie, il nous faut tenter de comprendre le processus politique des catastrophes aux différentes échelles du temps et de l'espace. Ce numéro spécial voudrait y aider, tout en resserrant entre nous les liens qui nous libèrent.

DANS CE NUMÉRO :



Médecin durant une épidémie de peste à Rome au XVII^e siècle (gravure de Paul Fürst, 1656) : « *Doctor Schnabel* » signifie « *Docteur bec* ». On pensait que des « miasmes » propagés dans l'air par les malades et les cadavres étaient responsables de la contagion : le nez du masque, garni d'herbes purifiantes, devait les écarter du nez savant ! Le bâton servait à toucher les malades. Le commentaire est une satire de l'impuissante médecine.

Éditorial

Première crise majeure de la mondialisation Page 1

Actualité et arguments

La CGT et la crise :

des propositions constructives Page 3

Genèse du droit de retrait : Page 4

Le retour des catastrophes ?

- L'épidémie de grippe espagnole Page 7

- Rosa Luxembourg annonçait l'effondrement Page 9

- Mythologie du chaos. Page 10

- Le dialogue de la catastrophe et du progrès Page 11

A lire (c'est le moment ou jamais !)

Albert Camus : *La Peste*

Franck Thilliez : *Pandémia*

Daniel Tanuro : *l'impossible capitalisme vert* Page 13

A la Une

Au temps de l'Union Sacrée Page 15

Adhésions 2020

Page 16

Ci-dessous, détail d'un **tableau de Michel Serre** conservé au musée Atger de Montpellier : L'enlèvement des cadavres à la Tourette lors de la peste de 1720 à Marseille, dernière peste repérée en France. Le chevalier Roze commande, mais ce sont les forçats qui enlèvent et détruisent à la chaux les cadavres laissés à la rue - ce sont donc **les galériens, condamnés en fait employés à l'arsenal**, parmi lesquels on comptera 5 survivants sur une centaine.





**Extraits de l'interview de Philippe Martinez,
secrétaire général de la CGT,
au Huffington Post (Astrid de Villaines),
le 20 mars 2020**

(...) Malgré nos demandes, le gouvernement refuse de lister les activités qui sont indispensables à la santé et à la vie des citoyens, au nom de considérations économiques d'après-crise qui n'ont pas lieu d'être à l'heure actuelle. La priorité, aujourd'hui, c'est la santé des citoyens. (...), ils disent que dans la période tout serait lié dans l'activité économique du pays. Nous ne le pensons pas. Bruno Le Maire pense que construire un avion est essentiel, je ne le crois pas. Surtout que tous ceux qui travaillent dans ces secteurs peuvent occuper inutilement du matériel de protection qui serait mieux utilisé dans d'autres secteurs comme l'hôpital, les commerces, les routiers, les aides à domicile ou les services publics comme les policiers et les pompiers.

Que pensez-vous du pacte de 300 milliards d'euros mis en place par le gouvernement?

Il faut différencier deux plans. Celui à 300 milliards est une garantie de l'État pour les entreprises qui débloquent des conditions de crédits. Il n'est pas encore totalement dépensé, ce sera en fonction des besoins.

Sur les 45 milliards d'aides aux entreprises, on estime que la communication du gouvernement est mensongère. Sur le chômage partiel par exemple, l'État prévoit que les entreprises soient remboursées à 100%, mais les salariés eux, n'ont pas de changement, ils toucheront toujours 84% de leur salaire. Nous réclamons 100% pour eux aussi.

Des propositions constructives

Nous demandons que soit décrété un état de catastrophe sanitaire pour que les assurances financent le salaire intégral des salariés (...)

Gérald Darmanin demande aux salariés de prendre des congés payés, au nom des efforts que chacun doit faire et pour éviter un chômage qui irait jusqu'à 20-25%. Qu'en pensez-vous?

Ce sont des déclarations qui sont vraiment mal à propos, pour rester poli. Les gens ne sont pas en congé, ils sont confinés. Ils restent chez eux parce qu'il faut rester chez soi, c'est assez malsain d'entendre ce genre de discours. Ceux qui prennent des congés, c'est parce que le chômage partiel n'est pas indemnisé à 100% et qu'il vaut mieux avoir la paye complète à la fin du mois pour les bas salaires, nombreux, que compte notre pays. C'est tendancieux et scandaleux. Les métiers « indispensables », c'est toute l'année qu'ils doivent être bien payés (...).

Que pensez-vous de la loi d'urgence sanitaire adoptée à l'Assemblée nationale dimanche?

Que du mal. Il y a une décision unilatérale du gouvernement et du patronat qui n'est pas adaptée à la diversité des situations. On ne répond pas par une loi qui impose des règles dérogatoires au droit du travail - qui a déjà été bien attaqué pendant ce quinquennat - en ne prenant pas en compte la situation des entreprises.

Par exemple, des industriels qui ne sont pas indispensables en ce moment vont aussi bénéficier de la liberté des horaires hebdomadaires accrus ou des dérogations au repos dominical. Ce n'est pas normal. (...)

Vous avez signé une déclaration commune avec tous les syndicats, dont le Medef. Pour quelle raison?

On a eu une réunion qui était prévue de longue date, on a discuté de la situation. Ce n'est pas un accord. Nous précisons ensemble qu'il est de la responsabilité du gouvernement et des entreprises de tout mettre en œuvre pour protéger les salariés devant travailler.

Il faut que la vie démocratique continue à s'exprimer. Il n'y a pas d'union sacrée.
(...)

Genèse du droit de retrait : une responsabilité de chacun(e).

Le gouvernement refusant de dire qui doit travailler, **de nombreux salariés sont contraints d'user de leur droit de retrait**. Ce droit a été institué par la loi du 23 décembre 1982, dernière des 4 lois Auroux, du nom du ministre du Travail des gouvernements Mauroy. Elle contraint le(s) salarié(es) à avertir l'employeur de toute situation de risque grave et imminent pour sa (leur) santé ou sa (leur) vie, et interdit à ce dernier d'obliger le(s) salarié(s) à reprendre son (leur) poste ; il suffit pour se retirer d'avoir un « *motif raisonnable de penser* » qu'il existe un danger grave et imminent. Difficile d'argumenter l'inverse quand la pandémie justifie le confinement !

On remarquera pourtant que **cette loi est aussi celle qui instaurait les CHSCT, que Macron vient de supprimer**. Il leur appartenait d'enquêter et de proposer les mesures nécessaires. Souvent, ils avaient acquis une véritable expertise en la matière, et ils tenaient à jour un registre des risques signalés. Le Comité social et économique pourra-t-il reprendre un tel rôle ?

Il est sans doute utile de rappeler **le passé de ces dispositifs**. La première loi arrachée par l'action syndicale à la suite du constat de la multiplication des accidents industriels, est celle de **1898**, qui établit la responsabilité *a priori* de l'employeur lors des accidents du travail, alors qu'auparavant le salarié devait prouver la faute du patron. Il faut attendre **1947** pour que soit créés les CHS, puis **1982** pour qu'ils fusionnent avec le Comité des conditions de travail du CE, donnant les CHSCT, plus indépendants.

L'élection du CHS a été longtemps la référence de la représentativité dans les arsenaux, parce qu'ils avaient hérité des comités mixtes à la production instaurés à la Libération pour quelques années. Existait aussi des délégués à la sécurité, dotés de pouvoirs importants, y compris celui de faire cesser le travail, dans des professions particulièrement dangereuses : les mineurs, les poudriers.

Le droit de retrait est intervenu après que le constat ait été dressé de la légèreté de certains employeurs d'une part, de la nécessité de donner le pouvoir de se mettre à l'abri aux personnes concernées d'autre part.

Un cas symbolique a été celui d'**Usinor Dunkerque**. Usine nouvelle et moderne, elle a causé la mort par accident d'une centaine d'ouvriers dans ses 25 premières années d'existence. Le personnel y était jeune et combatif. Un groupe d'ouvriers avait déjà adopté des attitudes de contestation par le fait : comme le patronat de la sidérurgie refusait de réduire le temps de travail avec une cinquième équipe pour les travailleurs en feux continus, ils se mettaient en grève tous les dimanches après-midi. Des circonstances dramatiques allaient donner une grande portée à cette façon de revendiquer, ou plutôt de... prendre !

Le 2 juin 1974 à 22 heures, un ouvrier fut tué par un retour de flamme alors qu'il changeait une tuyère sur un haut-fourneau. La grève toucha très vite toute l'usine, puis la presse s'empara de l'affaire et révéla ce qui se passait à Dunkerque. Après une dure négociation, la direction prit quelques mesures et l'engagement de rechercher un procédé automatique réduisant le risque de l'opération. Une majorité approuva alors la reprise du travail, mais pas la majorité des ouvriers concernés directement, qui refusèrent de retourner au « *trou de la mort* ». Au responsable CGT qui leur demandait ce qu'ils feraient s'il fallait des années pour trouver un procédé, ils répondirent : « *on s'en fout !* ». La direction décréta le *lock-out*.

En septembre 1981, le nouveau ministre de la Santé Jack Ralite, lors d'une tournée à travers le pays, s'arrêta à Usinor, et accepta de suivre les syndicalistes plutôt que le trajet prévu pour sa visite...

Ainsi est apparue la nécessité d'un droit individuel et collectif à la fois, mis directement

entre les mains de la ou des personnes concernées. En ce sens, le droit de retrait est au-delà d'une garantie indispensable, le symbole de la responsabilité des travailleurs... ce qui n'empêche évidemment pas, bien au contraire, d'user de ce droit avec le conseil et le soutien de l'organisation syndicale.

Ci-dessous, deux tracts : l'appel unitaire à la grève après l'accident, et le compte rendu de la visite ministérielle de 1981.

CGTCFDT

10/06/74

MEETING

Les Conditions de Travail déplorables; un manque de Sécurité tel qu'il y a l'anger de Mort empêchent les Travailleurs des Hauts Fournaux de pouvoir travailler normalement.

La Direction d'Usinor admet le danger mais, plutôt que de mettre en oeuvre des moyens efficaces de Sécurité, préfère mettre Tous les Travailleurs en Lock-Out.

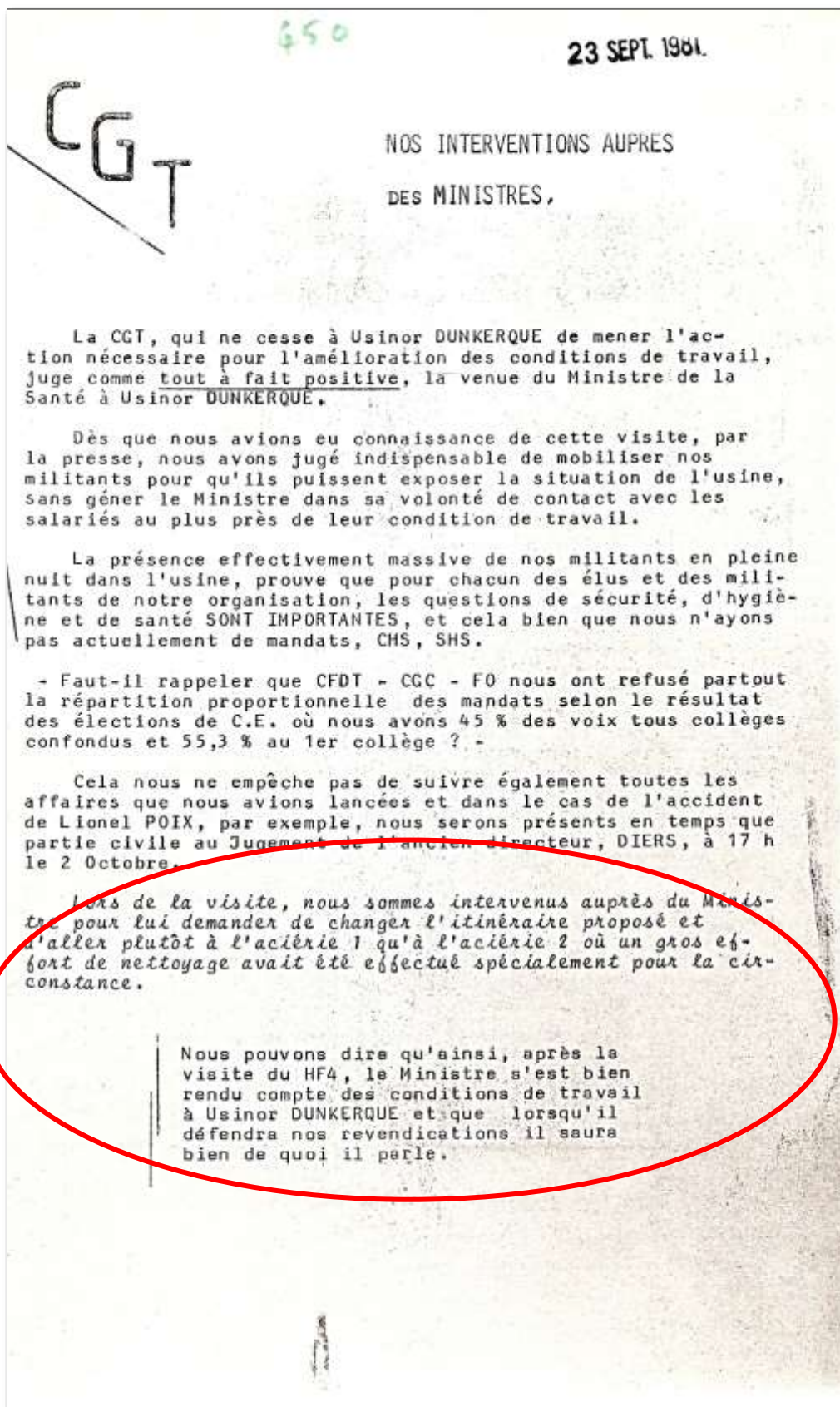
Les Organisations Syndicales CF DT et CGT condamnent l'attitude d'Usinor; approuvent les Travailleurs des Hauts Fournaux qui ne demandent qu'à travailler en toute sécurité.

La CGT et la CFDT appellent tous les Travailleurs et toutes les Travailleuses d'Usinor Dunkerque à participer au Meeting qui aura lieu le :

LUNDI 10 JUIN 74

10 HEURES 30

GRANDS BUREAUX



Le retour des catastrophes ?

La pandémie vient conforter une idée qui était dans l'air : l'humanité serait sur le chemin de la catastrophe. Un mot anglais a même été inventé : la collapsologie, ou science de l'effondrement. Est-ce bien raisonnable ? Ci-dessous quelques points de vue qui contribuent au débat.



C'était en 1918...l'épidémie de grippe espagnole

Guillaume LACHENAL

« Cahiers français (la documentation française) » publié en mars 2019 sur les circonstances de la grippe espagnole et reproduit par l'IHS RA

G. LACHENAL est Maître de conférences en histoire des sciences (Paris-Diderot et Sciences Po

« C'est le scénario qui fait frémir les autorités sanitaires des pays du monde entier. Un virus inconnu parcourt la planète en quelques semaines. Malgré les meilleurs outils de laboratoire, impossible d'identifier l'agent pathogène. Les médecins ne comprennent pas son mode de transmission et s'opposent entre eux sur les mesures à apporter. Les traitements qu'ils proposent ne font guère mieux que soulager les symptômes. Fièvre, toux, douleurs. Pour les cas les plus graves, les poumons s'infectent, la respiration devient difficile, le visage bleu. Au niveau mondial, les décès se comptent en dizaine de millions. Un tel scénario est-il possible ? La réponse est oui : il a déjà eu lieu, lors de l'épidémie de grippe dite "espagnole" de 1918-1919. Faut-il se préparer à ce qu'il se répète ? Oui, disent la plupart des biologistes et des experts internationaux en sécurité sanitaire. Pour les historiens, la réponse est plus nuancée.

Les ravages de la grippe espagnole

Que s'est-il produit ? Le bilan de la pandémie de grippe de 1918-1919 se passe de commentaires : entre 20 et 50 millions de morts (selon les estimations), soit entre 2 et 5% de la population mondiale. Un tiers environ des êtres humains furent infectés par le virus, la mortalité variant selon les lieux et les moments de l'épidémie, atteignant plus de 20% – une véritable hécatombe – dans les îles Samoa occidentales. La maladie se déclare brutalement et provoque des complications respiratoires responsables des décès ; les jeunes adultes sont particulièrement atteints.

En France, l'épidémie est repérée au printemps de 1918, dans des contingents de la 3^e armée, près de

Compiègne. Relativement bénigne pour les personnes touchées, une première vague se propage à travers tout le pays, puis l'épidémie semble sur le recul. Mais une deuxième vague frappe avec une violence surprenante à partir d'août 1918, et une mortalité exceptionnellement élevée ; elle connaît son pic en octobre. En 1919, une troisième vague accompagne la démobilisation.

Au plus fort de l'épidémie, à l'automne 1918, la réponse médicale est complètement inadaptée : manque de lits, de médicaments et surtout de personnel, les médecins, infirmiers et infirmières – qui comptent aussi parmi les premières victimes de la maladie – étant massivement mobilisés sur le front. Les autorités militaires agissent à l'aveuglette, laissant des malades en permission diffuser la grippe dans tout le pays, tout en faisant au mieux pour recenser les cas, grâce à une bureaucratie minutieuse et discrète – censure oblige. Côté scientifique, les experts hésitent, invoquent la présence d'un bacille ou celle d'un agent pathogène "ultramicroscopique", transmis par la toux à courte distance, sans pouvoir l'identifier. Désorganisation et ignorance se retrouvent dans le camp des Alliés comme dans celui des Allemands, et certains historiens écriront que l'épidémie a accéléré la sortie du conflit.

Mondiale comme la guerre, la grippe de 1918-1919 n'a d'ailleurs d'espagnol que son nom : l'Espagne, pays neutre, a été l'un des rares États où la maladie a fait l'objet d'un débat public, l'absence de censure laissant croire que l'épidémie y était plus intense qu'ailleurs. Le virus lui-même ne sera identifié que dans les années 1930.

Et demain ?

Projetée dans le futur, l'épidémie de 1918-1919 est devenue le scénario catastrophe préféré des experts en "biosécurité". Les autorités sanitaires internationales ont fait de la préparation aux pandémies leur nouvelle priorité, suite à la panique qui a accompagné la diffusion du virus du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) en 2003. Parti de Chine, ce virus jusqu'alors inconnu a touché plus de 7 000 personnes, dans près d'une trentaine de pays, avec une mortalité extrêmement élevée, approchant les 10%.

Selon cette vision sécuritaire, le seul moyen de se préparer à des menaces catastrophiques, par nature impossibles à prévoir et à caractériser, consiste à envisager des scénarios qui servent de base à des plans de réponse et à des exercices grandeur nature. C'est ainsi que le passé peut servir d'inspiration et la grippe de 1918-1919, de catastrophe de référence – une manière de penser l'impensable. En 2005, en pleine pandémie de grippe aviaire (avec quelques centaines de cas transmis des oiseaux aux humains), l'OMS (Organisation mondiale de la santé) annonçait craindre, si un tel virus s'adaptait à une transmission interhumaine, plusieurs dizaines de millions de morts, "comme en 1918". Mais au-delà des mots qui génèrent la peur, que penser de ces comparaisons historiques ?

Sur le plan biologique, rien n'interdit l'analogie. On sait aujourd'hui, grâce aux corps de victimes de l'époque exhumés des sols glacés de l'Arctique, que le virus de 1918 est un virus grippal "classique", bien que très virulent, de type H1N1. Il n'existe qu'une différence de degré, et non de nature, entre la grippe espagnole et les autres pandémies de grippe. Mais les chiffres

désastreux de 1918-1919 doivent aussi beaucoup à des facteurs indépendants du virus lui-même : sa diffusion à l'échelle du Globe fut dramatiquement accélérée par les mouvements de troupes liés à la guerre ; les décès furent largement dus à des surinfections bactériennes des poumons qu'un service de réanimation saurait aujourd'hui bien prendre en charge – les antibiotiques, rappelons-le, n'existaient pas encore. Et l'interaction avec des maladies très présentes à l'époque, comme la tuberculose, a sans doute pesé dans la balance.

Les chiffres chocs et le cliché d'une maladie qui a tué au moins "autant que la guerre" (environ 20 millions de morts) occultent par ailleurs des disparités très fortes, entre différentes régions du monde mais aussi selon des lignes de fracture sociale et raciale – la France étant finalement "peu" touchée, avec 240 000 morts de la grippe face aux 1,4 million de soldats tués. La leçon de la grippe est sans doute politique. Elle suggère qu'il existe de mauvaises manières de se préparer : l'épidémie de grippe H1N1 de 2009 l'a démontré, les divers gouvernements oscillants entre désinvolture, timidité face à l'industrie pharmaceutique et surréaction anxieuse, alors même que les "plans de préparation" étaient censés être parfaitement au point. Il apparaît que la meilleure protection reste en définitive un système de santé efficace, généraliste et accessible aux populations les plus vulnérables, comme l'a démontré l'épidémie de maladie à virus Ebola qui a sévi en Afrique de l'Ouest en 2014-2015.

*Hôpital militaire américain d'Aix en Provence,
pendant la pandémie de grippe espagnole :
guerre, épidémie, endettement des états,
effondrements politiques en série...
une crise globale.*

Photo US Army, Wikipedia





Rosa
Luxemburg à
la fin du XIXe
siècle. Auteur
inconnu.
Wikimedia

Le prolétaire et la catastrophe : quand Rosa Luxemburg, dirigeante minoritaire de la social-démocratie allemande, annonçait et décrivait l'apocalypse

Dans les années précédant la grande Guerre, le mouvement socialiste et le syndicalisme se trouvèrent devant un dilemme : les conditions de vie d'une partie significative de la classe ouvrière s'amélioraient, à l'inverse d'une prévision de Marx annonçant la paupérisation inévitable. En même temps, le risque de guerre montait. La majorité des dirigeants de l'époque devinrent progressistes : puisque la vie s'améliorait, et que les organisations étaient de plus en plus influentes, autant jouer le jeu, il serait temps de voir si cela changeait. On sait que Lénine répondait que les miettes distribuées aux travailleurs venaient des surprofits coloniaux. Mais la réponse de Rosa Luxemburg fut plus précise, et plus... lyrique !

En 1913, dans *L'accumulation du capital*, elle reprenait l'idée selon laquelle le capitalisme ne pouvait à l'infini se reproduire sans affronter sa contradiction de base entre l'accumulation et le taux de profit. On devinait la catastrophe, et chacun savait que la guerre pouvait en être l'occasion. Elle écrivait :

« la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique (...). La carrière historique du capital ne peut être appréciée qu'en fonction de ces deux aspects. Le capital n'est pas qu'à sa naissance «dégouttant de sang et de boue par tous les pores », mais pendant toute sa marche à travers le monde ; c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement ».

Une fois la catastrophe arrivée, elle écrivit en 1915, depuis sa prison, une brochure intitulée *La crise de la social-démocratie* où elle posait l'alternative « socialisme ou barbarie ». On lisait :

« Dans l'atmosphère dégrisée de ces journées blêmes, c'est un tout autre chœur que l'on entend : le cri rauque des vautours et des hyènes sur le champ de

bataille. Dix mille tentes garanties standard ! Cent mille kilos de lard, de poudre de cacao, d'ersatz de café, livrables immédiatement, contre paiement comptant ! Des obus, des tours, des cartouchières, des annonces de mariage pour veuves de soldats tombés au front, des ceinturons de cuir, des intermédiaires qui vous procurent des contrats avec l'armée - on n'accepte que les offres sérieuses ! La chair à canon, embarquée en août et septembre toute gorgée de patriotisme, pourrit maintenant en Belgique, dans les Vosges, en Masurie, dans des cimetières où l'on voit les bénéfices de guerre pousser dru. Il s'agit d'engranger vite cette récolte. Sur l'océan de ces blés, des milliers de mains se tendent, avides de rafler leur part.

Les affaires fructifient sur des ruines. Des villes se métamorphosent en monceaux de décombres, des villages en cimetières, des régions entières en déserts, des populations entières en troupes de mendiants, des églises en écuries. Le droit des peuples, les traités, les alliances, les paroles les plus sacrées, l'autorité suprême, tout est mis en pièces. N'importe quel souverain par la grâce de Dieu traite son cousin, s'il est dans le camp adverse, d'imbécile, de coquin et de parjure, n'importe quel diplomate qualifie son collègue d'en face d'infâme fripouille, n'importe quel gouvernement assure que le gouvernement adverse mène son peuple à sa perte, chacun vouant l'autre au mépris public ; et des émeutes de la faim éclatent en Vénétie, à Lisbonne, à Moscou, à Singapour ; et la peste s'étend en Russie, la détresse et le désespoir, partout.

Souillée, déshonorée dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.

Et au coeur de ce sabbat de sorcière s'est produit une catastrophe de portée mondiale : la

capitulation de la social-démocratie internationale (...)

Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la

société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences »

Prophétie de Cassandre, mais qui nous rappelle que si le pire n'est pas impossible, il y avait une alternative, et qu'en effet tout est lié dans ce monde.

Ces textes sont disponibles en ligne sur divers sites, il suffit de taper le titre sur un moteur de recherche.



En ces temps de prophètes immodestes, on se retrouverait spontanément dans une nouvelle interprétation de cette case de la BD « *L'Etoile mystérieuse* », d'Hergé. Qui peut dire en effet, que l'on est à la veille d'une crise économique parce qu'on n'a pas travaillé tous pendant quelques semaines ? Après chaque guerre, après Mai 68, n'a-t-on pas connu un rattrapage rapide et une phase de prospérité ensuite ?

Nous n'oublierons pas, pourtant, que ce dessin, paru en pleine occupation dans un journal collabo, était une réponse d'Hergé à son ami Philippe Gérard qui ne cessait de l'avertir qu'il devrait rendre des comptes pour écrire dans de tels torchons, ce qui ne manqua pas d'arriver à la Libération. La case suivante est, dans le dessin original, une provocation anti-sémite insupportable mettant au premier plan les deux personnages ici au second. C'était déjà une fin d'un monde ! Inutile de dire qu'après-guerre, quelques cases disparurent des albums publiés !

Chronologie sommaire et... distanciée du chaos

Préhistoire : il paraît que la fin de l'âge d'or nous oblige encore à travailler !

Antiquité : cités et empires s'effondrent les uns après les autres ! Quelques *collapsus* de mémoire : l'explosion volcanique de l'île grecque de Thera (Santorin), la progression de l'aridité du Sahara qui repousse les populations vers les grands fleuves limoneux (le Nil, l'Euphrate...) ; le déluge est-il la trace mythologique d'une mousson surabondante sur les sources du Nil ? La crainte du chaos est en tous cas déjà dans les textes : ainsi la menace de l'Isfet sur Egypte, justifie-t-elle la nécessaire médiation de Pharaon pour garantir l'équilibre fondamental du monde. Le chaos est alors une représentation de la condition humaine.

Faut-il considérer la décadence de l'Empire romain comme un effondrement ? C'était la thèse des historiens de la 3^e République... et même Marx n'en était pas bien loin. Depuis, on a réhabilité le haut « moyen-âge ».

En revanche, on connaît un effondrement, surtout européen : avec **la grande peste de 1348-1450** se combinent les conflits dits de la « Guerre de Cent ans » et une série de famines, le tout emportant une bonne moitié de la population du continent. On n'a pas connu pire depuis, malgré le **grand hiver de la fin du XVI^e - début du XVII^e siècles**, combiné avec les guerres de religion dont celle de Trente Ans qui ôta la moitié de ses habitants aux St Empire romain germanique.

XX^e siècle : pour le corona, on n'est pas certain... mais avec le recul du temps la phase **1914-1945** risque bien de passer à l'histoire comme une crise majeure, à la fois économique, politique, et sanitaire.

Le dialogue de la catastrophe et du progrès (un peu caricaturé quand même, quoi que...)



Condorcet (Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de), *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* 1^{re} édition en 1795 Paris : Masson et fils.

Il avait tout imaginé, le doublement voire plus de l'espérance de vie, le contrôle des naissances, le progrès technologique :

« Nos espérances, sur l'état à venir de l'espèce humaine, peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations, les progrès de l'égalité dans un même peuple ; enfin, le perfectionnement réel de l'homme. (...) »

En répondant à ces trois questions, nous trouverons, dans l'expérience du passé, dans l'observation des progrès que les sciences, que la civilisation ont faits jusqu'ici, dans l'analyse de la marche de l'esprit humain et du développement de ses facultés, les motifs les plus forts de croire que la nature n'a mis aucun terme à nos espérances ».

T.R. Malthus, *Un essai sur le principe de la population tel qu'il affecte le progrès de la société,* 1798

Malthus répondait et constatait la montée de la misère et en rendait responsable les lois sur les pauvres. La croissance des subsistances étant une suite de type (2 4 6 8 10...) et celle de la population une suite de type (2 4 8 10...), on ne pouvait qu'arriver à une catastrophe. Il fallait donc cesser d'aider les pauvres à se multiplier !



« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si ses parents ne peuvent le nourrir, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite proportion de nourriture (et en fait il est de trop). Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert disponible pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution ».

Nicholas Georgescu-Roegen,

"De la science économique à la bioéconomie"

Revue d'économie politique, Vol. 88, No. 3 (mai-juin 1978)

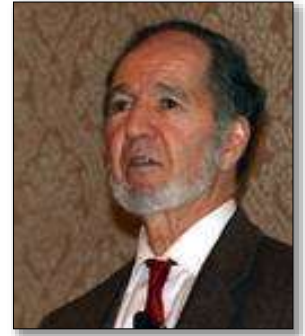
Ce théoricien de la décroissance accuse "*l'économie circulaire*" de ne pas tenir compte de "*l'entropie*", c'est à dire de la dégradation de l'énergie et de la matière disponible pour les hommes



« On a dû introduire l'agriculture mécanisée pour pouvoir nourrir tant bien que mal une population qui semble croître sans fin. Le prix de cette façon de « forcer » le sol à produire plus est un surplus énorme de dégradation d'énergie et de matières terrestres. Parce que l'espèce humaine représente la merveille intellectuelle de l'existence terrestre et que normalement chacun devrait aimer son voisin contemporain, mais aussi son « voisin » futur (c'est-à-dire l'espèce elle-même), un critère bioéconomique qui me semble tout à fait rationnel est celui-là : la population du globe doit arriver à un niveau où elle puisse être nourrie d'une manière adéquate par une agriculture organique (ndlr : biologique) seulement. Cet objectif d'optimalité s'imposera, très probablement, sous la pression de la pénurie croissante des ressources fossiles. Un certain nivellement du standard de vie de l'humanité est tout aussi impératif que la réduction de la pression démographique ».

Jared Diamond, *Effondrement*, première édition en anglais par Penguin Books 2005 (*Collapse*). Le sous-titre anglais traduit littéralement par « *comment les sociétés choisissent d'échouer ou de réussir* » est significativement interprété par la NRF par un pessimiste « *comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* ».

Diamond est le plus connu des « collapsologues », attribuant l'effondrement des sociétés à des dommages environnementaux, un changement climatique, des voisins hostiles, des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux, et aux réponses apportées par une société, selon ses valeurs propres, à ces problèmes.



« En fait, l'une des principales leçons à retenir de l'effondrement des Mayas, des Anasazi, des Pascuans et d'autres sociétés anciennes (comme du récent effondrement de l'Union soviétique) est que l'entrée dans le déclin d'une société peut se produire une ou deux décennies seulement après l'apogée de sa population, de sa prospérité, de sa puissance. (...) La raison en est simple : un maximum de population, de prospérité, de consommation de ressources et de gaspillage de production induit un impact environnemental maximum, s'approchant des limites cet impact dépasse les ressources ».



Daniel Tanuro lui répond dans un article du *Monde Diplomatique* de décembre 2007
« L'inquiétante pensée du mentor écologiste de M. Sarkozy ».

« En définitive, ce qui est instillé à grand renfort de références scientifiques, ou pseudo-scientifiques, est tout simplement ceci : toutes autres choses restant égales, les défis environnementaux seraient moins aigus s'il y avait beaucoup moins de gens sur Terre.

On voit mal en quoi cette platitude peut aider à résoudre les difficultés concrètes, en Californie ou ailleurs. On voit très bien, en revanche, comment elle peut contribuer à détourner les citoyens de la mise en cause des politiques menées en leur nom. Les lecteurs convaincus par Diamond ne s'interrogeront sans doute pas sur la libéralisation de l'énergie, ou sur les coupes claires dans les budgets de l'éducation et de la santé. Les lunettes démographiques à travers lesquelles il leur aura appris à regarder tendent à ne laisser qu'une seule question ouverte : combien de personnes en trop ? »

Sonia Shah est l'auteur d'un ouvrage paru en anglais, *Pandemic, tracking Contagion, from Cholera to Ebola and Beyond*, ScBooks, NY, 2016
et d'un article du *Monde Diplomatique* de mars 2020 :
« Contre les pandémies, l'écologie ».

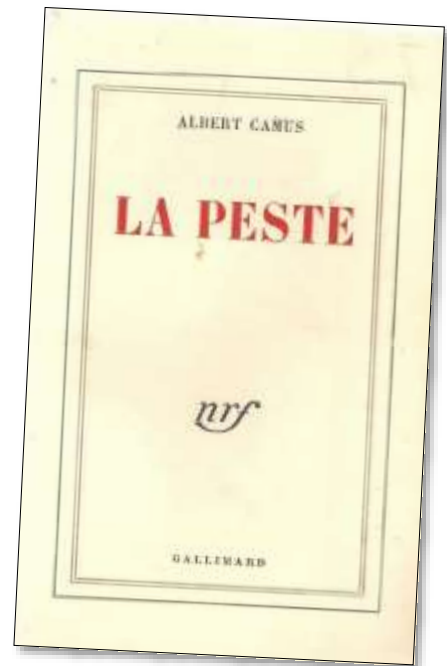
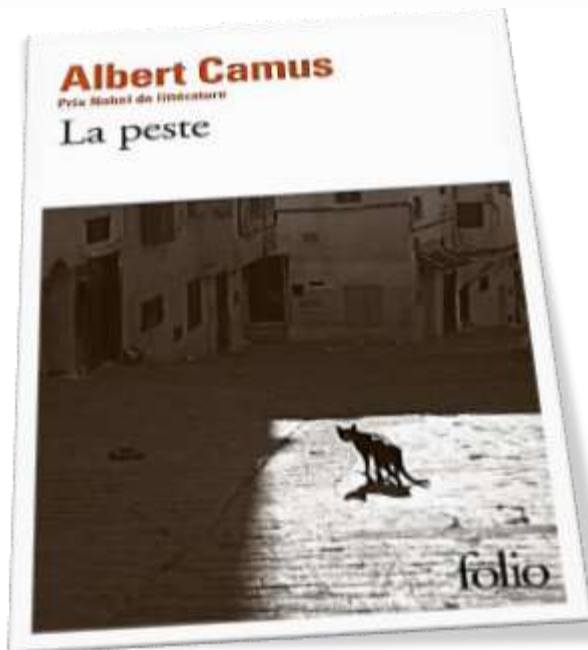
« Il est faux de croire que les animaux sont particulièrement infestés d'agents pathogènes mortels prêts à nous contaminer. En réalité la plus grande partie de leurs microbes vivent avec eux sans leur faire aucun mal. Le problème est ailleurs : Avec la déforestation, l'urbanisation et l'industrialisation effrénées, nous avons offert à ces microbes des moyens d'arriver jusqu'au corps humain et de s'adapter ».



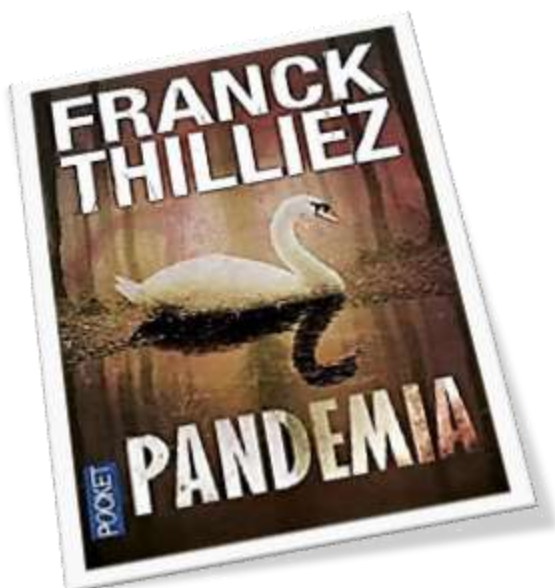
Etc. etc... et à chacun de poursuivre

*A lire :
c'est le moment ou jamais*

Albert Camus, *La Peste*, Gallimard,
Paris, 1947



C'est le plus proche de ce que nous fait vivre le **confinement** : la quarantaine imposée à la population d'Oran pendant les années 1940. En fait, le livre est une allégorie de la période de l'Occupation et de la Résistance ; l'auteur étudie les comportements collectifs, à travers le contexte général et chaque personnage : l'incrédulité, la lenteur à réagir des autorités, le repli individualiste ou familial, l'engagement, le profit par le trafic, la foi, le regard de chacun sur la mort... Au-delà des contingences, la peste est une allégorie de la condition humaine, si proche parfois du roman de Malraux portant ce titre...



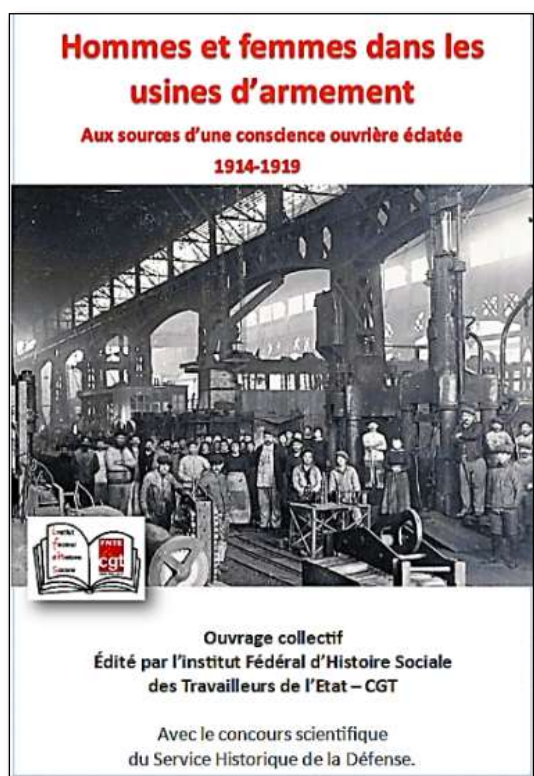
Franck Thilliez, *Pandemia*, Pocket, Paris, 2016

Pandemia est un polar, dont le contexte est une pandémie, et le sujet un meurtre, évidemment. L'intérêt est que l'auteur s'est sérieusement documenté auprès des professionnels de la santé publique. Son livre, de même que les interviews récemment accordés –forcément !- révèlent le processus des décisions gouvernementales, ainsi qu'un fait d'évidence : ce qui arrive était non seulement prévisible, mais largement prévu.

Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, La découverte, Paris, 2010.



Petit mais dense, l'ouvrage de Daniel Tanuro a le mérite de ne nier ni le risque écologique, ni la menace de catastrophe globale, ni les responsabilités du système et des classes dominantes. Très documenté, c'est une mine d'informations pour comprendre les enjeux.



Ayons ne pensée pour elles et eux : celles et ceux qui ne se sont pas procuré avant le confinement l'ouvrage édité en mai dernier par l'IFHS-TE vont s'ennuyer beaucoup plus que celles et ceux qui en ont commencé la lecture.

D'autant que c'est typiquement un livre à lire par sondage : on lit un document, puis un autre, un morceau de chapitre au choix... bref tout ce qu'il faut pour **rêver et penser aux différentes dimensions des catastrophes humaines...** et on peut le lire en famille, c'est au programme de 3^e et de 1^{ère}... et dans les discours : combien de fois n'aura-t-on pas entendu demander une mobilisation industrielle, réclamer non pas des canons, mais des masques et des tests ?

Une solution : passer commande, on verra ce qu'on peut faire !

Dès la reprise de l'activité en tous cas, nous reprendrons les initiatives de promotion. A suivre donc.

À la Une

« Nous pensions qu'on daignerait nous faire crédit. Nous nous étions trompés »



De toute façon l'Etat n'aurait eu qu'à se louer de notre collaboration. L'état d'esprit de nos organisations est assez connu pour qu'on sache en haut lieu que nous subordonnons tout à l'intérêt général.

Jamais, depuis que nos organisations existent, on n'a eu à nous reprocher la moindre incorrection ni dans nos actes, ni dans nos paroles. Toujours nous avons eu le sens de la mesure.

Nous pensions qu'on daignerait nous faire crédit dans les circonstances difficiles que nous traversons. Nous nous étions trompés. Nos chefs veulent être les maîtres. Ils sont les maîtres. L'Etat, sûrement, n'y gagne rien, mais ils sont satisfaits. Peut-être n'est-ce point suffisant.

J. BERLIER.

Pourquoi ? Les choses en iraient-elles plus mal quand on associerait plus intimement les organisations ouvrières aux responsabilités qui incombent à l'administration devant les nécessités de l'heure.

Que de sages avis pourraient donner nos syndicats sur une foule de questions qui se posent tous les jours et que l'administration semble ignorer !

La nation n'aurait qu'à y gagner. Mais, hélas ! les chefs plus ou moins galonnés qui pullulent dans nos grands établissements militaires ont une conception telle qu'ils préfèrent de beaucoup s'inspirer des méthodes prussiennes d'autoritarisme que de permettre aux ouvriers d'émettre le moindre avis sur quoi que ce soit.

Graindrait-on, en acceptant la collaboration de nos syndicats, l'éventualité de certains mouvements d'effervescence préjudiciables à l'intérêt général ? Ce serait là une crainte toute puérile. Les travailleurs de l'Etat — et tous les travailleurs du pays, sans aucun doute — savent qu'en ce moment il ne peut être question pour eux de revendications de mieux-être. Ils pensent aux mem-

Philippe Matinez terminait l'interview rapporté en page 3 par ces mots : « il n'y a pas d'union sacrée », répondant à un mot de Macron. Au temps de l'Union Sacrée, justement, au début de la Grande Guerre, les dirigeants de l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat et de la Fédération de la Guerre crurent que dans l'Union ils auraient une voix. Erreur. Sortant d'un long silence en janvier 1916, le secrétaire adjoint de l'UF, Albert Simonin, demandait en Une pourquoi les choses iraient plus mal si on associait les syndicats, tandis que le secrétaire de la Guerre s'indignait de l'autoritarisme des « chefs ». Serait-on mieux entendu sans union sacrée ? ou même... suivis ?

Adhésions 2020

Chaque jour le confirme, l'action demande des remises en perspective historiques. En 2020, l'IFHS-TE va se tourner vers la diffusion du dernier livre qu'il a édité. Les rencontres avec des syndicats qui ont commencé dans ce cadre ont montré qu'elles peuvent être le début d'un échange fécond.

Les nouveaux adhérents de 2020 recevront aussi le livre en question. Décidément, il est plus nécessaire et utile que jamais d'adhérer à l'IFHS-TE, pour préparer ensemble l'avenir.

L'adhésion à l' IFHS-TE donne droit à participer
à l'Assemblée Générale Annuelle.

Les chèques, sont à libeller à l'ordre de :

« FNTE - Institut d'Histoire Sociale »

Tout règlement non accompagné du bulletin
d'adhésion sera retourné

Tout bulletin d'adhésion doit être
obligatoirement accompagné du règlement
correspondant, et adressé à :

**Institut Fédéral d'Histoire Sociale –
Travailleurs de l'État
FNTE-CGT Case 541, 263 rue de Paris 93515
Montreuil Cedex**



INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT

BULLETIN D'ADHESION 2020 **Collectif**

L'IFHS-TE-CGT élargit son offre d'adhésion, vous pouvez opter pour une adhésion couplée avec les CAHIERS de l'HISTOIRE SOCIALE, une publication de l'IFHS CGT, en réalisant ainsi une économie substantielle.

L'ORGANISATION : ADHERE A L'IFHS-TE-CGT

Formule classique

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérente en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 30 €

Montant libre de ma cotisation : € Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €

Formule couplée

Les cahiers sont un outil précieux pour tous ceux – militants, syndiqués, non syndiqués – qui cherchent à connaître d'où ils viennent afin de mieux comprendre le présent pour relever de nouveaux défis. Cette revue est passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale, et en particulier à l'histoire de la CGT.

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérente en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation 45 € (incluant l'abonnement aux cahiers de l'histoire sociale soit 4 cahiers par an. Prix de vente au numéro 10 €)

Montant libre de ma cotisation : Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 45 €



ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :



INSTITUT FEDERAL D'HISTOIRE
SOCIALE-TRAVAILLEURS DE L'ETAT

BULLETIN D'ADHESION 2020
individuel

J'adhère à l'IFHS-TE-CGT

Formule classique

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérent en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 15 €

Montant libre de ma cotisation :€ Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 15 €

Formule couplée

L'IFHS-TE-CGT élargit son offre d'adhésion, vous pouvez opter pour une adhésion couplée avec les CAHIERS de l'HISTOIRE SOCIALE, une publication de l'IHS CGT, en réalisant ainsi une économie substantielle.

(Les cahiers sont un outil précieux pour tous ceux – militants, syndiqués, non syndiqués – qui cherchent à connaître d'où ils viennent afin de mieux comprendre le présent pour relever de nouveaux défis. Cette revue est passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire sociale, et en particulier à l'histoire de la CGT)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

Déjà adhérent en 2019 ? : OUI NON rayez la mention inutile

Montant minimum de ma cotisation : 30 € (incluant l'abonnement aux Cahiers de l'Histoire Sociale soit 4 cahiers par an. Prix de vente au numéro 10 €)

Montant libre de ma cotisation : Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €



ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :